

Dans la vallée des rancœurs

KENYA Un an après les violences ethniques, tout laisse à penser qu'une étincelle pourrait mettre le feu à la vallée du Rift.

«Les Kikuyu sont venus s'installer ici, ils doivent nous respecter», avertit un chef kalenjin d'Iten, localité kényane, théâtre d'affrontements ethniques en 2008. Des violences postélectorales avaient fait 1 500 morts. Aujourd'hui, la réconciliation progresse très difficilement.

Retranchés dans l'impunité et dans un déni de responsabilité, les Kalenjin d'Iten se disent prêts à réutiliser la violence. «Nous avons décidé de donner une chance à la paix, mais si les Kikuyu ne respectent pas leurs engagements, alors tout peut arriver», prévient Peter Kipkurui, chef coutumier kalenjin impliqué dans les activités politiques et agricoles de la région d'Iten, dans la vallée du Rift.

Lors des violences postélectorales (1 500 morts, 300 000 déplacés) début 2008, les Kalenjin, qui considéraient que les Kikuyu ont «envahi» leur «terre ancestrale», dans la vallée du Rift, depuis des dizaines d'années, s'en sont pris à la communauté kikuyu du président Mwai Kibaki dont la réélection était contestée par l'opposition, soutenue par les Kalenjin. «Si les Kikuyu pouvaient voter comme nous, ça serait mieux et les gens d'ici n'auraient plus de ressentiment à leur égard», lance Francis Samoei, 48 ans, paysan kalenjin. Peter Kipkurui dénonce de son côté la distribution «inéquitable des ressources et des emplois gouvernementaux» en faveur des Kikuyu.



Photo : aif

Les déplacés kikuyu de la vallée du rift cristallisent les rancœurs des Kalenjin. Une situation qui laisse craindre à nouveau le pire.

«Ils nous disent que c'est Satan»

Charles (nom d'emprunt), 35 ans, a été l'un des principaux fournisseurs d'armes (arcs, flèches, machettes) lors des violences et a entraîné les jeunes à s'en servir. Après des semaines d'hésitation, il a accepté d'être interrogé, à l'abri des regards, près d'Iten. Une lanterne éclaire partiellement son visage émacié, qui jette des regards dans la vallée profonde de Kerio, isolée par un splendide escarpement rocheux et dépourvue de routes et de réseau

téléphonique, où des entraînements de jeunes ont eu lieu durant les violences. «Dans notre culture, en particulier après la circoncision, on entraîne les jeunes à se battre et à protéger leur communauté», explique Charles. Nous sommes prêts à combattre à tout moment si l'alarme est déclenchée. Nous avons des armes et nous savons nous en servir. Si le gouvernement de coalition (qui a mis fin aux violences) s'effondre, il nous faudra combattre.»

Dans cette communauté aux traditions très ancrées, les chefs coutumiers ont encore, aujourd'hui, la charge de la formation, voire de l'endoctrinement des jeunes. La majorité des témoignages laissent apparaître un inquiétant déni de responsabilité des Kalenjin à l'égard des violences perpétrées, aggravé par l'impunité générale dans le pays dont jouissent jusqu'à présent les auteurs de ces violences. «Ce ne sont pas des gens d'ici qui ont commis les violences, les auteurs

venaient de loin», avance ainsi Francis Samoei. «Ils nous disent aussi que c'est Satan qui a causé ce chaos», témoigne Peter Maina, chef d'un camp de déplacés kikuyu. Depuis les violences, «ils ne nous considèrent plus comme leurs égaux; tout ce qu'ils veulent, c'est qu'on parte et qu'ils restent seuls».

Les discours musclés de ces leaders kalenjin laissent pour l'instant peu d'espoir à une réconciliation durable. Les villageois kalenjin se plaignent pourtant ouvertement du

manque de travail et de l'ampleur du ralentissement de l'économie causé par l'arrêt des relations commerciales avec la communauté kikuyu, réputée également pour ses compétences dans l'agriculture. Malgré ce coup dur pour l'économie locale, Charles n'a aucun regret concernant les violences de 2008: «Je pense qu'il était nécessaire de se battre. Sinon, il n'y aurait pas eu de gouvernement de coalition, ni de justice, juste une victoire volée par Kibaki.»

PAROLES DU SUD

Un milliard, c'est trop!

Chaque mois, SOS Faim-Action pour le développement relaie le travail de ses partenaires africains et fait écho à leurs succès comme à leurs difficultés.

La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) vient d'annoncer que le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants souffrant de la faim avait grimpé ces derniers mois de 150 millions de personnes pour atteindre la barre historique et inacceptable d'un milliard d'individus.

Le chiffre est effrayant, parce qu'il témoigne de notre incapacité à satisfaire l'un des besoins primaires des citoyens du monde alors que la Terre et ses ressources, grâce à la technologie et aux connaissances, permettrait de nourrir près de douze milliards d'individus et que les États s'étaient engagés à réduire le nombre de personnes souffrant de la faim de moitié d'ici à 2015.

Plus d'un milliard de paysannes et de paysans à travers le monde! La solution contre la faim ne se fera pas sans eux! Une récente étude internationale (1), menée par plus de 400 scientifiques, a clairement démontré le rôle incontournable de l'agriculture familiale dans la satisfaction durable des besoins alimentaires de la planète et la lutte contre la pauvreté

rurale. Mais qui les écoute? Qui est prêt à leur donner les moyens et un cadre leur garantissant l'accès aux moyens de production et une juste rémunération de leur travail, là-bas comme ici?

La crise du secteur laitier vient nous le rappeler: les paysans sont pris en otage par des politiques agricoles et alimentaires qui les excluent, au profit des intérêts du marché. Dans tous les scénarios où se négocient les enjeux agricoles (Commission européenne, Organisation mondiale du commerce, accords de partenariat économiques UE-ACP...) la règle est d'ouvrir au maximum les marchés, de libéraliser les échanges malgré les sonnettes d'alarme tirées par les producteurs et leurs organisations.

Peut-on encore décemment avancer que la faim et la pauvreté seront éradiquées de façon durable en libéralisant davantage nos économies? Tout le monde reconnaît aujourd'hui que même le secteur bancaire doit être encadré, surveillé, réglementé. Que les forces du marché ne peuvent apporter spontanément l'équilibre qui devrait faire en sorte

que chaque femme, chaque homme puisse bénéficier des conditions optimales de développement... La crise alimentaire et les émeutes de la faim de l'an dernier ne l'ont-elles pas démontré? La main invisible du marché dans le secteur agricole est inefficace, inopérante et dangereuse pour les populations, particulièrement les plus précaires. Et on voudrait laisser le secteur agricole à l'écart de tout mécanisme de régulation, sous le prétexte de la nécessité, idéologique, de bannir le protectionnisme? Aujourd'hui, un milliard de personnes, dont 650 millions de ruraux, viennent nous rappeler que cette recette n'a pas fonctionné. La faim tue. Demain, 25 000 d'entre elles ne seront plus là pour nous le rappeler...

L'Appel du Luxembourg

Les organisations paysannes partenaires de SOS Faim réclament, depuis de nombreuses années, d'être associées aux décisions qui les concernent. Les paysans connaissent la terre et les conditions de tra-

vail de chaque espace agro-écologique, ils ont expérimenté les diverses techniques, les diverses variétés végétales, ils ont identifié les voies d'une modernisation durable de leurs modes de production. Leurs savoirs sont précieux et pourtant négligés.

Publié en octobre 2008, l'Appel de Luxembourg (2) réclamait à l'UE la mise en cohérence de ses politiques, notamment agricoles, commerciales et de coopération, avec ses engagements concernant le développement des pays du Sud, la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim dans le monde. Il exhortait également l'UE à faire de la souveraineté alimentaire un axe politique prioritaire.

Les récentes élections européennes ont conduit au Parlement quelques élus qui se sont engagés à prendre en compte les intérêts et les positions des organisations paysannes dans les politiques les concernant, à l'exemple de Charles Goerens qui affirmait, dans une interview donnée à *Défis Sud*, (3) en avril dernier: «Le rôle de l'UE est de soutenir la construction de revendications communes

des organisations paysannes, tant du Sud que du Nord, et de plaider pour le renforcement des sociétés civiles et des organisations paysannes des pays pauvres.»

Pour que ces engagements ne restent pas des vœux pieux, le député malien, A. A. Imbarcaouane, précise la voie à suivre: «L'UE, si elle veut aider les pays africains, doit les soutenir pour rendre plus forte leurs économies. C'est possible si on installe un système d'échange équitable qui ferait que les pays africains s'en sortiraient sur les marchés internationaux.»

Virginie Pissoort, Jean-Jacques Grodent et Marine Lefebvre (SOS Faim)

(1) Rapport *Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement* (IAASTD) : www.agassessment.org.

(2) Lire l'Appel de Luxembourg : <http://www.sosfaim.org/>

(3) *Défis Sud* n° 88, publication SOS Faim, p. 10 (www.sosfaim.org).

